

Succès et défis paneuropéens dans le trafic des paiements



Le projet SEPA a eu des répercussions positives. C'est ce qu'estime Hays Littlejohn, CEO d'ABE CLEARING depuis un an. La chambre de compensation paneuropéenne traite surtout des paiements SEPA pour plus de 4 800 établissements financiers joignables. Fin 2017, s'ajouteront aussi les Instant Payments. Dans cette interview, il aborde un autre thème brûlant: la Blockchain.

CLEARIT: M. Littlejohn, ABE CLEARING se présente comme fournisseur de solutions d'infrastructures paneuropéennes pour le trafic des paiements. Vous gérez deux systèmes d'importance systémique, notamment une chambre de compensation centralisée avec STEP2. Par ailleurs, il y a aussi dans l'espace SEPA des modèles d'infrastructures décentralisées et bilatérales. Que pensez-vous de ces démarches?

Hays Littlejohn: Tout d'abord, j'aimerais évoquer le fait qu'en Europe, il n'y a, en tout, que quatre infrastructures d'importance systémique en euro. TARGET2, STET en France et EURO1 et STEP2 d'ABE CLEARING. J'aimerais tout d'abord préciser que notre entreprise est une œuvre commune de nos propriétaires et participants et que nous ne nous donnons pas nous-mêmes des missions mais que notre travail est étroitement lié aux besoins effectifs des participants. Et la principale mission d'ABE CLEARING consiste à mettre à disposition une infrastructure de paiements porteuse d'avenir et fiable, tout cela en entraînant les coûts les plus bas possible. Il est important d'insister là-dessus car certains prétendent que les chambres de compensation ne cherchent qu'à faire du profit, ce qui n'est pas exact.

«Avec un clearing décentralisé, tous ces avantages deviennent des inconvénients.»

Revenons maintenant à votre question. La principale différence entre le clearing décentralisé ou bilatéral et le clearing centralisé est que l'approche centralisée présente plus d'avantages à mon avis. Premièrement, il est

beaucoup plus facile et beaucoup moins cher d'administrer un seul canal plutôt que plusieurs, également du point de vue de la surveillance et de la stabilité.

Deuxièmement, nous pouvons développer toutes les fonctionnalités proposées une seule fois et donc partager les coûts qui en résultent. C'est bien sûr beaucoup moins cher que si chaque fournisseur national devait développer cela de manière autonome. Les économies d'échelle résultent également des effets de netting multilatéral dont profitent nos banques participantes dans la mesure où elles peuvent contrôler leurs liquidités de manière optimale. Troisièmement, une approche commune favorise la flexibilité et diminue la fragmentation puisque les liaisons sont moins dépendantes du réseau. En même temps, cette approche permet toujours de satisfaire les besoins nationaux – grâce aux Additional Optional Services (AOS). Un tel AOS permet par exemple de pouvoir proposer l'Extended Remittance Information Service en Finlande. Et ce qui est bien c'est que toutes les autres communautés peuvent également utiliser cet AOS en cas d'intérêt.

Avec un clearing décentralisé, tous ces avantages deviennent des inconvénients. A cela s'ajoute la chose suivante: plus les infrastructures sont nombreuses et donc plus les comptes sont nombreux, plus le rapprochement est difficile. Des risques au niveau des Clearing and Settlement Mechanisms (CSMs) peuvent intervenir, par exemple les risques de compensation. Ce sera encore plus complexe avec la législation dans la mesure où le cadre juridique des différents pays n'est pas toujours le même.

Dans votre position, il est peu surprenant que vous soyez un fervent défenseur de la démarche centralisée. Mais, en Europe, tout le monde n'en est pas aussi convaincu que vous.

Il y a bien sûr des experts qui pensent que la démarche décentralisée est plus avantageuse. L'un de leurs arguments est que l'échange bilatéral a jusqu'à présent bien fonctionné – surtout en Allemagne. Oui, avec le fameux «Garagenclearing» (clearing bilatéral entre les banques), les grandes banques allemandes ont bien manœuvré malgré les coûts internes engendrés notamment par le monitoring des différents canaux et l'administration des contrats correspondants, pour la gestion de liquidités, pour les processus de classement et pour les dispositifs de Backup. Cependant, aujourd'hui il n'y a plus de Garagenclearing.

«Je pense que le trafic des paiements est déjà beaucoup plus efficace.»

Une des missions de SEPA était d'organiser de manière plus efficace le trafic des paiements européen et ainsi

de réduire les coûts pour les entreprises et les banques. D'après vous, dans quelle mesure ces objectifs ont-ils été atteints – après la migration réussie sur la procédure SEPA en 2014 et la migration des produits de niche en février dernier?

En tant que secteur du trafic des paiements européen, nous sommes arrivés à un stade très avancé depuis que nous avons démarré le projet SEPA avec la création de l'European Payments Council en 2002 à Bruxelles. Nous n'avons peut-être pas encore atteint tous nos objectifs. Mais je pense que le trafic des paiements est déjà beaucoup plus efficace. Ce que les clients remarquent surtout est le fait que désormais en règle générale les paiements intra-européens arrivent de façon fiable sur le compte du destinataire au plus tard un jour ouvrable après l'ordre. De plus, grâce à la norme de messages ISO 20022, il est devenu beaucoup plus structuré, ce qui conduit à ce que les clients commerciaux peuvent en principe en retirer une plus-value, notamment en rapport avec les processus de rapprochement et de trésorerie. Par ailleurs, je vois des effets secondaires positifs pour les prestataires de paiements qui peuvent réutiliser leurs nouveaux systèmes internes normalisés pour SEPA également pour d'autres prestations, par exemple pour la compensation de paiements par carte préautorisés. ABE CLEARING propose déjà un tel service – jusqu'à maintenant, en collaboration avec la Deutsche Bundesbank, uniquement pour le marché allemand, mais le concept sous-jacent est paneuropéen. Cela signifie que comme pour notre exemple précédent concernant la Finlande, le STEP2 Card Clearing Service peut à tout moment être utilisé dans d'autres pays. Le fait que, rien qu'avec ce service, nous traitons environ 5 millions de transactions chaque jour est révélateur de la valeur de l'approche centralisée paneuropéenne. Mais cela est encore plus net quand nous regardons les chiffres de l'ensemble de la plateforme STEP2 – celle-ci traite chaque jour en moyenne plus de 40 millions de paiements SEPA, les jours de pointe même plus de 100 millions.

«Cette approche coopérative fait pour ainsi dire partie de notre ADN.»

Il y a environ un an, vous avez annoncé une solution d'infrastructure pour Instant Payments. Que s'est-il passé entre-temps?

Beaucoup de choses. L'année dernière, avec des représentants provenant de plus de 20 banques participantes issues de toute l'Europe, nous avons créé notre Instant Payment Task Force qui a travaillé à un plan jusqu'à la mi-2015. Après sa publication, nous avons effectué une consultation auprès de nos utilisateurs. Pour finir, une deuxième version du plan a été publiée en septembre

dernier et entre-temps elle a été téléchargée plus de 700 fois à partir de notre site internet. Cela a énormément contribué à l'échange au niveau d'Instant Payments et au développement de notre initiative. Dans le même temps, nous avons lancé, en étroite collaboration avec notre conseil d'administration, un appel d'offres afin de trouver un prestataire technique qui devrait nous aider dans la mise en place et la mise en service d'une solution d'infrastructure Instant Payments paneuropéenne. Cette procédure d'appel d'offres a été achevée avec succès et nous nous trouvons actuellement en phase de négociations de contrat avec le fournisseur qui a notre faveur, SIA. Le travail de la Task Force était ainsi terminé et elle a donc été remplacée récemment par le groupe de travail Instant Payments qui va accompagner le projet de développement. Le projet a débuté mi-avril avec 39 banques faisant partie du groupe de travail pour concevoir le design et les spécifications de la solution. Il est toujours très important pour nous de travailler dans une telle communauté et d'être en dialogue étroit avec nos participants car ainsi le résultat est approuvé au préalable et l'acceptation est profondément ancrée. Cette approche coopérative fait pour ainsi dire partie de notre ADN.

Avez-vous aussi des établissements suisses parmi vos participants?

Malheureusement non. Certaines banques et certains pays ont actuellement d'autres intérêts et d'autres défis. Des établissements issus de 14 pays sont représentés dans le groupe de travail, mais certains d'entre eux sont actifs dans plusieurs pays. Par exemple, une banque suédoise couvre les états baltes, une banque autrichienne couvre les pays d'Europe centrale et orientale. Ainsi nous atteignons un taux de couverture dans la zone euro de presque 100%. Ce sont aussi bien des grandes banques que des petites banques. C'est la raison pour laquelle nous pensons que le projet bénéficie d'un très bon soutien et a très bien débuté. Maintenant, nous devons livrer, et d'après notre planning nous devrions être à l'heure. Début juin nous donnerons un premier aperçu des spécifications que nous allons publier au cours de l'été afin qu'elles soient également à la disposition des établissements financiers qui ne participent pas au groupe de travail. Ensuite, c'est parti avec la programmation, et la phase d'implémentation sera terminée d'ici à la fin de l'année. Au cours du premier trimestre 2017, nous allons en phase de testing, au troisième trimestre en exploitation pilote et en novembre 2017 en live.

C'est un planning ambitieux.

Oui mais tout à fait faisable. Ceci aussi parce que, pour la solution prévue d'infrastructure d'Instant Payments, nous profitons à nouveau de composants existants

pour STEP2 et nous pouvons ainsi raccourcir le temps de développement. En outre, les transactions sont compensées individuellement en temps réel. Nous envisageons, tout comme vous en Suisse avec le nouveau système Paynet pour l'e-factures et le prélèvement, d'introduire un préfinancement pour permettre un instant clearing et pour ne courir aucun risque de défaillance. Le processus conçu par l'EPC prévoit qu'une transaction d'une valeur allant jusqu'à 15000 EUR puisse être traitée en 20 secondes maximum. Notre plan prévoit en revanche 5 secondes. Cela signifie que nos banques veulent en général traiter très rapidement. Nous comptons au début principalement sur les paiements P2P, mais aussi déjà sur les transactions B2B. Ici, certaines communautés ont déjà fait part de différents projets. Toutefois, dès que l'utilisation sera largement ancrée et que des applications confortables ainsi que d'autres utilisations seront utilisées chez les clients finaux, les montants B2C pourront aussi circuler rapidement. Par «rapidement», j'entends, au terme de temps des infrastructures, quelques années.

Instant Payments a-t-il été initié par les banques sur base d'une analyse des besoins?

De mon point de vue, il m'est difficile d'exprimer ce que les banques en pensent. Je vois deux raisons qui, simultanément, ont probablement contribué à cette impulsion. Tout d'abord, il y a eu l'Euro Retail Payments Board (ERP) qui a provoqué un certain effet d'attente. Cela ressortait de manière évidente de chaque entretien avec des représentants de l'ERP et de chaque document de l'ERP. En décembre 2014, l'ERP a appelé au développement d'au moins un système paneuropéen pour Instant Payments. Pour de nombreuses banques en Europe et aussi pour nous-mêmes, cela signifiait clairement un signal de départ. Les réflexions en matière de positionnement dans le futur paysage du trafic des paiements qu'engagent certainement chaque banque et chaque autre prestataire dans ce domaine constituent la deuxième raison. Et bien sûr, une infrastructure efficace, concurrentielle et bon marché est ici un facteur de succès important.

Que se passe-t-il, lorsque les débits et les crédits ne peuvent avoir lieu en monnaie banque centrale parce que TARGET2 est par exemple fermé le week-end?

En effet, cela représente un défi d'injecter au besoin des liquidités si TARGET2 n'est pas ouvert. La BCE est en train d'analyser ce qu'elle peut proposer dans de tels cas pour éviter d'éventuels goulots d'étranglement. On peut partir du principe qu'elle mettra très prochainement une solution adéquate à disposition. On pourrait probablement assister à de tels goulots d'étranglement le week-end pour les paiements B2B, mais cela se produit encore très rarement à l'heure

actuelle. Comme je l'ai dit précédemment, cela prendra encore des années pour que les modèles d'affaire se modifient et que le besoin de paiements s'accroisse aussi le week-end. Mais les courants de liquidités seront peut-être tellement prévisibles qu'aucune intervention ne sera nécessaire.

Un groupe de travail de l'EPC s'occupe du traitement des procédures de virement pour Instant Payments (SCT Inst). ABE CLEARING avait aussi jusqu'il y a peu de temps, comme vous l'avez mentionné, une Task Force Instant Payments. En outre, l'Association bancaire pour l'euro organise l'Open Forum on Pan-European Instant Payments. Comment dissocierez-vous ces groupes de travail les uns des autres?

Notre Task Force a été chargée de réaliser des tâches pratiques comme la réalisation d'un plan pour le domaine de l'infrastructure. L'Open Forum lancé en mars 2015 et soutenu logistiquement par l'Association, est beaucoup plus large à la fois au niveau thématique et organisationnel. Il sert à l'échange continu des expériences des participants sur le thème des Instant Payments, et nous-mêmes chez ABE CLEARING, nous ne sommes qu'un participant parmi tant d'autres. Le domaine commercial, c'est-à-dire les commerçants, y est aussi représenté. Enfin l'EPC est responsable de la procédure et des Rulebooks que nous et d'autres fournisseurs d'infrastructure ainsi que les prestataires de paiements devons ensuite implémenter.

«A mon sens, ni la Blockchain ni le Distributed Ledger n'ont d'utilité pratique pour le trafic des paiements ...»

Et pour finir, la question inévitable à laquelle vous vous attendiez certainement: Quelle importance revêt le thème Blockchain chez ABE CLEARING? Quelles chances voyez-vous là?

On peut en effet constater que ces derniers temps, aucune discussion et aucune réunion n'a eu lieu sans que ce thème soit abordé. En fait, nous devrions plutôt parler de Distributed Ledgers étant donné que le terme Blockchain est un terme vague. Toutefois, pour le trafic des paiements ce n'est pas important puisque, à mon sens, ni la Blockchain ni le Distributed Ledger n'ont d'utilité pratique – du moins pour le moment. Laissez-moi vous expliquer cela avec l'exemple de notre appel d'offres pour la solution des Instant Payments. Dans le cadre de notre appel d'offres, nous avons délibérément laissé les participants libres d'intégrer ou non cette nouvelle technologie. Aucun fournisseur n'a retenu cette idée. L'intégration de la technologie dans le trafic des paiements est selon moi prématurée. Outre la problématique de la



Hays Littlejohn

transparence, de l'évolutivité, du gestion des Releases et du risque de manipulation, qui a été traitée dans le dernier numéro de CLEARIT, j'aimerais souligner le point suivant. La nouvelle technologie implique que chaque transaction soit répliquée partout en temps réel. Cela ne veut dire rien d'autre qu'aussi bien les bandes larges que les capacités de mémoire doivent être assurées chez chaque participant. Et tout cela semble être gratuit, mais ne l'est pas en réalité. Si l'on additionne les coûts réels, cela n'est pas réalisable, sinon nous l'aurions fait depuis longtemps. Dans l'approche centralisée, nous avons des backups, assurés par des backups doubles. Nous avons ainsi besoin de 4 à 6 centres de calcul. Selon la nouvelle logique, il faudrait créer des milliers voire des dizaines de milliers de nouveaux centres de calcul, ce qui serait évidemment extrêmement cher, peu importe la manière dont on voudrait le mettre en œuvre. Et avec la norme ISO 20022 répandue en Europe, cela serait encore plus extrême car un message pacs, par exemple, avec ses 600 à 800 signes est si dense en données qu'il faudrait envoyer et sauvegarder une quantité incroyable de bits et de bytes. Ce ne serait guère opportun à l'heure actuelle. Il ne s'agit toutefois pas seulement de simples quantités de paiements – nous ne parlons pas seulement de nos 45 millions de transactions par jour, mais bien de plus de 500 millions de paiements de masse dans toute l'Europe. Même si nous ne prenions en considération qu'un seul système de banques d'émission comme SIC – au lieu d'une seule liaison avec ses 350 banques participantes, il faudrait en gérer 350 au carré car chacune devrait avoir une relation avec les autres. Ceci serait l'inverse de l'approche centralisée. Tout est certes possible, la question est de savoir si cela a du sens.

Interview:

Gabriel Juri et Christian Schwinghammer
SIX Interbank Clearing